

Dr ODYSSÉAS BOUDOURIS

Lettre aux amis

Médecins sans Frontières de France

Chers amis,

Beaucoup de protagonistes de l'action humanitaire se comportent aujourd'hui comme s'ils étaient grisés par le succès de ce mouvement. Pour eux, la nouvelle efficacité technique des ONG et la notoriété qu'elles ont acquises fonctionnent comme une preuve irréfutable de bonne santé. Cette illusion est particulièrement dangereuse pour tous ceux qui sont attachés à l'indépendance de l'action humanitaire et à l'esprit de ses origines. Je m'adresse donc à vous, en souhaitant élargir le débat vers la société par le biais d'une revue axée sur la réflexion et non la polémique.

Bejruth, D.R.

Et c'est dans cet esprit que je souhaite vous faire part de mes constats, mes interrogations et recueillir les vôtres. Je le fais depuis cette position particulière qui est la mienne : élève convaincu des humanitaires français et promoteur de cette école dans un pays de la périphérie de l'Europe, la Grèce.

Les humanitaires dans l'engrenage des événements

Je dois tout d'abord vous livrer ce constat accablant : durant cette guerre, le mouvement humanitaire des pays occidentaux s'est trouvé là où l'OTAN souhaitait qu'il se trouve, a fait ce que l'OTAN souhaitait qu'il fasse, a dit ce que l'OTAN souhaitait qu'il dise.

Où l'OTAN voulait que les humanitaires se trouvent ? Constamment à côté de ses soldats pour accréditer l'idée que militaires et humanitaires accomplissent une tâche commune. Mais surtout pas d'humanitaires aux côtés des victimes serbes (car cette proximité aurait fait mollir la disposition belliqueuse des opinions publiques). Et lorsque l'armée de l'OTAN pénètre au Kosovo, personne ne s'étonne que les humanitaires voyagent désormais exclusivement sur ses pas.

Que voulait l'OTAN que les humanitaires fassent ? Qu'ils soignent les victimes albanaises bien sûr. Et les volontaires de toutes les organisations l'ont fait avec un dévouement admirable. Mais ne soigner qu'elles et surtout ne pas soigner de victimes serbes (car cela aurait consisté à reconnaître implicitement mais clairement qu'il y a une face cachée de cette « guerre humanitaire »). C'est ce que les humanitaires occidentaux ont fait.

Que voulait l'OTAN que les humanitaires disent ? Qu'ils dénoncent le crime humanitaire perpétré contre les Kosovars albanais. C'est ce qu'ils ont fait, même en étant absents du Kosovo durant toute la guerre. Mais surtout ne rien dire sur l'horreur qui consiste à tuer par les bombes des centaines d'innocents et à ravager un pays entier. Ni dénoncer l'épuration ethnique à rebours que subissent maintenant les Serbes du fait de l'UCK. Les humanitaires occidentaux se sont tu.

D'un autre côté, le mouvement humanitaire naissant en Grèce a souvent cédé à la tentation de s'identifier à une solidarité gréco-serbe. Nous avons encore en mémoire ces scènes, abondamment diffusées par la télévision de Belgrade, où des militaires serbes distribuent des cartons visiblement estampillés avec le logo d'une ONG grecque. Et si certains, comme les MSF grecs, se sont résolument inscrits à contre-courant de cette tendance, cela n'a pas été sans

coût, ni sans heurt avec une partie de l'opinion de notre pays.

La capacité d'analyse des humanitaires « sous influence »

Comment cela a-t-il pu arriver ? Pour avoir une explication, il faut sortir du champ clos humanitaire et regarder les sociétés dans lesquelles baignent ces mouvements. On pourra alors constater un positionnement dominant dans chaque société, domination qui n'épargne pas les humanitaires.

En Grèce tout a tourné autour des avions, des bombes et du fameux badge en forme de cible. La guerre était synonyme quasi exclusif des bombardements. Les soldats de l'OTAN ont été caricaturés en référence à la dernière occupation militaire des Balkans, lors de la seconde guerre mondiale. Les réfugiés albanais ont été présents, mais sans référence à la cause principale de leur exode, c'est-à-dire les exactions serbes. La société grecque a été sensible au drame des Kosovars albanais et leur a témoigné sa solidarité. Mais elle a fait littéralement un scotome sur la responsabilité de ce drame, un peu comme s'ils étaient victimes d'une catastrophe naturelle. Ceci n'avait rien à voir avec un soutien au régime de Milosevic mais avec l'attribution de la responsabilité totale de la guerre à l'OTAN et plus spécialement aux Américains.

En France, on peut citer comme exemple caractéristique le talentueux caricaturiste du *Monde*, Plantu. Les Serbes, ou plutôt « le » Serbe, est-on tenté de dire, car l'image pour le représenter est unique, est constamment montré sous la forme d'une brute épaisse, en uniforme avec son calot bicoque d'une autre époque (aucun uniforme serbe n'en comporte mais cela est plus commode pour la démonstration) et un fusil perpétuellement fumant sur l'épaule. Devant une ou deux « images » de ce type par semaine en première du *Monde* et cela depuis dix ans, il est clair qu'aucune analyse politique ne peut faire le poids. Les soldats de l'OTAN, en revanche, ont constamment une bonne bouille de boy-scout et lorsque par « mégarde » ils commettent une « bavure » ils ont l'air tellement désolés qu'on a envie de les consoler eux, plus encore que leurs victimes...

En clair, de part et d'autre les images d'Épinal tiennent solidement le haut du pavé. Je ne rentrerai pas ici dans la question de savoir si les médias font l'opinion ou si l'opinion prédétermine les médias – question complexe, pour laquelle je n'ai pas de réponse univoque ou originale, mais cela ne change rien à ce qui nous préoccupe. Ce qui est crucial est de bien constater cette interdépendance et surtout de noter qu'elle ne joue pas au niveau des idées

mais au niveau des clichés. Ou, plus précisément, pas au niveau de l'analyse mais au niveau du vécu collectif, englobant les acteurs humanitaires.

Kosovo : révélateur de nos propres « nationalismes »

Comment donc comprendre de ce point de vue les différences? Il faut à ce propos utiliser une règle d'or. Les événements ne sont pas « compris » à partir de leur réalité propre sur le terrain mais à partir des réalités propres de celui qui les perçoit. Notons en conséquence, dès le départ une certaine dissymétrie entre la France, éloignée des Balkans, et la Grèce, qui en fait partie.

Serait-il abusif de dire que pour un Français de notre génération la référence la plus familière quant aux « Balkans » est probablement *Tintin et le Sceptre d'Ottokar*? Ce qui est certain c'est que les mots « OTAN », déplacement ou échange de populations, conflits ethniques etc., ne correspondent à aucun vécu collectif et ne comportent aucune charge émotionnelle pour lui.

Ici en Grèce, en revanche, OTAN signifie beaucoup et en particulier : dictature des colonels, invasion de Chypre, pression militaire turque. Les Grecs savent ce qu'exode forcé veut dire : 1,2 million de réfugiés fuyant l'Asie mineure en 1922, « échange » de populations par la suite, 200 000 Grecs chassés par l'invasion turque de Chypre en 1974. La réaction grecque, tout aussi subjective que la française, est donc directement liée à ces réalités historico-politiques vécues. Elle procède d'une « réaction nationale » ou d'un « nationalisme » dont la caractéristique principale est d'être celui du « dominé », de l'éternel « ballotté » au gré du jeu des grandes puissances. D'où la classique paranoïa grecque selon laquelle tous les événements sont programmés selon un plan conçu depuis longtemps par les superpuissances capables de déterminer les évolutions 10 ou 20 ans à l'avance !

Je ne peux m'empêcher de penser, au risque de vous choquer, que la réaction française aussi procède d'un « nationalisme ». Il a été dit que, pour beaucoup de gens en France, le drame des Albanais a renvoyé à celui des Juifs, avec les Serbes dans le rôle des nazis et le Kosovo tout entier comme camp d'extermination ¹. La pertinence de cette analyse est évidente et il suffit de lire notre « presse interne » pour s'en convaincre. Mais je pense que cela n'explique qu'une partie des choses. Car pour aller jusqu'au bout de ce parallèle il aurait fallu, face aux « Serbes-Allemands nazis », des « résistants » se sacrifiant avec héroïsme. Or nous avons eu une armée super-technologique avec zéro mort, c'est-à-dire l'exact inverse des résistants. Il me semble dif-

1. Cf. notamment l'analyse détaillée de Régis Debray dans *le Monde Diplomatique* de juin 1999 (article reproduit en annexe dans ce numéro).

ficile que les Français, et plus généralement les occidentaux ne se soient pas, au moins en partie, identifiés à l'OTAN dans le rôle du juste et du fort. Je n'oublierai pas, par exemple cette répartie spontanée d'un MSF belge me disant au début de la guerre : « nous sommes en train de prendre conscience que nous sommes en guerre contre les Serbes » ! Quel sentiment fantastique en effet que d'être, même par procuration, le démesurément fort, s'offrant quand même un frisson de peur au-dessus de l'antique D.C.A. ennemie. Le soldat rêvé qui protège gratuitement et sauve une population encore inconnue la veille ! Comment ne pas relever la visite du Premier ministre français en Albanie allant féliciter les « soldats et les humanitaires français » ? Autrement dit, les soldats humanitaires et... les humanitaires-soldats ! D'un certain point de vue la guerre du Kosovo a été un gigantesque *video-game* grandeur nature auquel chacun était convié au bulletin d'information.

La réaction « nationaliste » française, et plus généralement occidentale, est aujourd'hui celle des « droits de l'homme » (je mets les guillemets car les droits de l'homme sont universels et ceux-ci sont sélectifs) portés par les ailes d'acier des bombardiers, celle du Zorro auto proclamé, administrant au méchant une juste punition.

J'ajoute que, probablement, seuls pouvaient échapper à cette polarisation socio-psychologique ceux qui se trouvaient à cheval sur des sociétés différentes. Si MSF Grèce par exemple a été un tant soit peu prémunie contre cette polarisation, elle ne le doit certainement qu'à sa particularité bi-culturelle.

Institutions et médias : maîtres des ONG

Prenons maintenant un peu de hauteur et voyons ce mouvement, non plus en tant qu'individus mais en tant qu'organisations. Dès le début du conflit une question s'est posée : fallait-il accepter les subventions provenant des pays en guerre ? Nous avons tous été d'accord que les organisations, qui accepteraient perdraient toute crédibilité quant à leur réelle indépendance. Mais suffisait-il de refuser pour assurer cette indépendance ?

En Grèce les ONG sont encore un phénomène jeune et de faible dimension. Le soutien dont elles bénéficient dans les médias/opinion relève d'un double processus. D'une part, l'existence même de ces ONG, filles de leurs homologues occidentales, nous flatte dans l'idée de notre appartenance européenne. D'autre part, la probité et l'idéalisme de ces ONG sont perçus comme un bol d'air frais face à l'inefficience ou la corruption étatique. En d'autres

termes, ces ONG révèlent un autre nous-mêmes : européen, efficace, probe. Dans quelle mesure cela correspond-il à la réalité ? Les ONG humanitaires grecques sont encore dans une phase de structuration. Leur problème essentiel est actuellement de développer une activité consistante et de se faire leur expérience propre. Leurs contradictions sont encore en germe et seule l'évolution nous dira ce qu'il en sera.

En revanche, dans les pays occidentaux ces contradictions sont désormais à maturité. Aujourd'hui en France les ONG sont des énormes machines avec des dizaines, des centaines de salariés. Leur équilibre budgétaire est délicat car elles manient des centaines de millions de francs, des milliards dans leur ensemble, sans référence à un système de coût-production ni à une évaluation de la « demande » ou des besoins. Autour de quels axes est donc construit leur équilibre ? J'en vois deux et deux seulement : les institutions gouvernementales ou intergouvernementales et... les médias.

Je sais combien vous avez fustigé la dépendance financière vis-à-vis des donateurs institutionnels et vous savez que j'ai toujours approuvé cette position. Mais le financement privé, tel que nous le pratiquons aujourd'hui, n'est-il pas aussi une dépendance dramatique vis-à-vis des médias ? Imaginons en effet que, malgré tout le conditionnement individuel qui a mis les ONG en accord avec les médias/opinion, une grande ONG veuille s'inscrire à contre-courant. Cela est pratiquement impossible. Cette ONG ne supporterait pas le contrecoup médiatico-financier. En période de crise, l'interview d'un « expatrié » au journal de 20h correspond à des millions de recettes. Une photo avec le logo est une manne irremplaçable... Et ce contrecoup serait probablement fatal du fait même de la dimension, des sommes nécessaires au fonctionnement quotidien, du nombre d'employés qui depuis bien longtemps ne sont plus des bénévoles et à qui il faut assurer la stabilité d'emploi. En gagnant leur efficacité technique, les ONG ont perdu leur souplesse. À l'inverse des partis politiques, les ONG n'ont pas de base militante. Il y a quelque temps déjà que les structures associatives ne sont plus que des paravents. En définitive, la « base » des ONG, c'est-à-dire leurs donateurs, du fait même de leur nombre et de leur relation éloignée avec le « siège », ne leur appartient plus. Cette base appartient désormais aux médias !

Cette réalité explique le constat dont je vous parlais au début de ma lettre. Si les humanitaires occidentaux se trouvaient là où l'OTAN a voulu qu'ils soient, ce n'est pas à la suite d'une quelconque collusion bien sûr. Cela était imposé d'une façon insidieuse mais impérieuse par les médias. Il est temps de nous rendre compte que la réduction ou même l'élimination de nos fi-

nancements institutionnels ne sauvera pas ipso facto notre indépendance !

Intégration politique ou impartialité subversive

Le mouvement humanitaire « à la française » s'est initialement développé en opposition au courant représenté par les diverses institutions de la Croix Rouge. Deux notions originales ont marqué principalement cette différenciation : le témoignage et le devoir d'ingérence. En fait, l'idée sous-jacente qui s'est progressivement développée est celle d'une implication plus « politique » dans les crises et non plus seulement une intervention de type « secouriste ».

Comme vous, je suis persuadé qu'il s'agissait d'une option juste. Il s'est agi d'un beau et salutaire combat et il a été en grande partie gagné. Il est réconfortant de voir que même des institutions comme le CICR ont su tirer partie de ces idées (comme par exemple lors de la crise somalienne). Mais depuis plus de dix ans le mouvement humanitaire n'a plus produit la moindre idée originale, alors que le monde d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui des années 70 et 80. Fort de ses lauriers acquis il y a 20 ans, il n'a fait qu'engranger ses dividendes pour devenir de plus en plus « gros ». En revanche la situation a radicalement changé et la crise du Kosovo est pour nous le signal d'alarme de la dernière chance.

Aujourd'hui nos idées, qui étaient subversives ou du moins dérangeantes, sont récupérées. Le « témoignage » est devenu un produit de consommation des médias et le « devoir d'ingérence », la doctrine officielle de l'OTAN. Le mouvement humanitaire s'accroche à l'illusion d'une « vision politique » qui est en fait laminée entre l'enclume de l'Occident libéral triomphant et le marteau des médias modernes. Le mouvement humanitaire « rebelle » dont MSF a été le fer de lance est en train de devenir exactement ce contre quoi nos aînés se sont révoltés en créant MSF ! Une machine « efficace », pleine de savoir-faire et de technocrates, une institution harmonisée au système politico-médiatique dont elle devient progressivement une composante active.

J'ai le sentiment aigu que nous sommes à la croisée des chemins. L'un, dans la droite ligne de celui que nous suivons depuis quelque temps, nous mène vers l'achèvement de notre institutionnalisation. Comme jadis Constantin le Grand transformant l'Église chrétienne, alors en marge et plus ou moins subversive, en instrument idéologique de son pouvoir, l'Occident fera du mouvement humanitaire sa nouvelle Croix. Dans cet ordre d'idée, la nomination de Bernard Kouchner, ex-président de MSF et de MdM, comme

gouverneur du protectorat Kosovar sous égide de l'OTAN apparaîtra comme parfaitement symbolique. Ce chemin est celui, pour ne pas utiliser le terme péjoratif de récupération, de l'intégration politique. Si elle doit se faire, la transparence commande que cela soit dit clairement. Et dans ce cas, le renoncement à la notion de neutralité, dont certains parmi nous parlent déjà en coulisse, doit être officiellement proclamé.

L'autre chemin est bien entendu un retour aux sources mais avec le travail d'intégration de trente ans d'expérience. Et ce retour aux sources doit être exempt de tout nombrilisme : le mouvement humanitaire n'est pas né avec MSF mais bien avant, au XIX^e siècle avec notamment Henri Dunand. Ne soyons pas moins évolutif que le CICR. Redécouvrons la charge novatrice de la véritable impartialité. Une impartialité garantissant notre indépendance par rapport aux pouvoirs de nos sociétés. Une impartialité subversive aussi car mettant à la disposition de chaque population des outils d'émancipation. Réinventons un témoignage qui ne soit pas celui du marketing. Et surtout, tout en dénonçant les imposteurs qui ont fait du devoir d'ingérence la nouvelle version de la domination des puissants, cherchons les bases d'une nouvelle solidarité avec des populations, non plus seulement perçues comme victimes mais considérées comme partenaires actifs.

Vaste chantier, me direz-vous. En effet, au point où nous en sommes, seul un vaste chantier peut nous ramener aux sources. Toutes les révolutions évoluent en cycle. Et MSF dans son domaine en est une. Une utopie portée par quelques fous, une fois sur cent devient réalité. Au temps des prophètes succède ensuite le temps des Églises avec son train d'excommunications et d'intégration institutionnelle. La conservation et l'optimisation des appareils deviennent un impératif lancinant. Le débat, la contestation deviennent dangereux, intolérables, voire « criminels ». L'outil cesse d'être au service de l'idée. L'idée devient le prétexte de l'outil. Tout cela est tellement classique...

Excusez-moi si ma lettre est un peu longue, mais je suis angoissé par le silence des humanitaires et par le masque de bonne santé que nous nous évertuons à porter vis-à-vis de l'extérieur.

Avec mon amitié.

Odysséas Boudouris a participé depuis plus de dix ans à de nombreuses missions humanitaires avec MSF-France, dont il a été administrateur de 1996 à 1999. Il a été vice-président du Conseil International de MSF et est actuellement président de MSF-Grèce.

MALEK ABOU, CHAWKI ABDELAMIR, RENAUD EGO,
PABLO DURAN, JEAN-PIERRE FAYE, ALAIN JOUFFROY,
MICHEL ONFRAY, SERGE SAUTREAU, ANDRÉ VELTER

Chirurgie du verbe

Le 10 juin 1999, L'État-major français a baptisé des noms de « Rimbaud » et « Baudelaire » les deux routes par lesquelles les forces militaires françaises entraient au Kosovo. Deux poètes voyaient ainsi leur patronyme évidé de leur identité, rapté et transformé en simple nom de code d'une opération de « rétablissement de l'ordre », comme par euphémisme on n'ose plus appeler ce qui demeure une action de guerre, fût-elle ou non légitime. Étrange détournement. L'État-major est un organe trop sérieux, du moins le supposons-nous, pour qu'un tel choix n'ait pas été minutieusement pesé et avalisé par les plus hautes autorités de l'État. Il est vrai que le choix de « Mallarmé » eût rendu peu crédible, et somme toute assez ridicule, ce déploiement de forces armées. Mais celui d'un poète qui fut un déserteur de la légion étrangère hollandaise (Rimbaud) et d'un autre, Baudelaire, ayant notamment déclaré qu'il ne se « rassasierai[t] jamais d'insulter la France », ne manque pas non plus de surprendre.

Alors pourquoi avoir choisi Rimbaud et Baudelaire ? Une telle manipulation symbolique mérite qu'on en questionne le sens. Voulait-on exalter la liberté qu'incarnerent ces deux poètes ? N'y aurait-il donc plus pour revendiquer « la mission civilisatrice » de la France que la récupération étatique des « poètes maudits » ? Quelle mauvaise conscience la France dissimule-t-elle sous ce tour lyrique donné à une opération qui, de fait, s'apparente à l'occupation d'une province, quand même celle-ci serait justifiée par la nécessité d'accompagner le retour des réfugiés kosovars et de garantir leur sécurité ?

Que personne ne réagisse à cette manipulation rhétorique est le signe des effets bien réels des travestissements permanents du langage auxquels la puissance publique se livre. Il y a déjà longtemps que l'on fait dire n'importe quoi aux noms communs, les curant de leur chair et de leur pouvoir de désignation : les « dégâts collatéraux » cautérisent les plaies qu'ouvriraient trop la juste appellation de « victimes civiles » comme déjà, en 1991, les « frappes chirurgicales » créaient l'illusion qu'une guerre pouvait être propre, et que la destruction violente des corps était un acte médical. La force de ces leurrés est considérable quoique discrète, et leur fonction s'apparente à une anesthésie : elle prive le monde de sens, de la dureté du sens, sous la confortable insignifiance de vocables allégés.

Il n'est pas dérisoire de s'en inquiéter quand s'organise ainsi l'occupation symbolique de la pensée par la neutralisation des outils du sens critique. Après les noms communs, les noms propres se voient évidés de leurs références exactes. Rimbaud et Baudelaire sont des colonnes militaires. À quand les missiles « Artaud » et les « bataillons humanitaires » « André Breton » ?